

**AUTORISATION DE PRELEVEMENT SCIENTIFIQUE
DANS LA RESERVE NATURELLE
NATIONALE DU NEOUVIELLE
- autorisation numéro 2017 - 66 -**

Pétitionnaires : Monsieur Jean-Marie FERRONI (EIMA)
Adresse : Bureau d'étude EIMA – 11 rue des Cornouillers – 31410 NOE
Nature de la demande : prélèvement scientifique
Localisation : Réserve naturelle nationale du Néouvielle - Hautes-Pyrénées
Dossier suivi au Parc national des Pyrénées par Monsieur Sylvain ROLLET

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Pyrénées,

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet des Hautes-Pyrénées, référence 2011158-11 en date du 8 juin 2011, portant délégation de signature au Directeur du Parc national des Pyrénées, pour l'instruction et la délivrance des autorisations d'activités diverses dans la réserve naturelle nationale du Néouvielle,

considérant que les activités décrites, dans la demande du pétitionnaire mentionné en supra, sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

- article premier :

Dans le cadre des autorisations mentionnées aux articles sus mentionnés, Monsieur le Directeur du Parc national des Pyrénées autorise Monsieur Jean-Marie FERRONI à mettre en œuvre des prélèvements scientifiques – eau, phytoplancton, zooplancton, sédiments - dans la Réserve naturelle nationale du Néouvielle, lac d'Aubert. Des relevés de paramètres physicochimiques (*02, pH, conductivité, et température*), d'eau, de phytoplancton, et de sédiments seront réalisés, dans la zone de plus grande profondeur. Un zodiac Fastroller 325 équipé d'un moteur électrique ou d'un moteur thermique Yamaha 4 CV sera utilisé.

Monsieur Jean-Marie FERRONI et les agents du bureau d'étude EIMA et de l'agence de l'eau Adour-Garonne sont autorisés à réaliser lesdits prélèvements. Quatre campagnes de mesures seront réalisées :

- Mai-juin 2017 (en fonction du dégel)
- Juillet 2017
- Mi-août – début septembre 2017
- Mi-octobre – novembre 2017

Ces prélèvements seront mis en œuvre dans la Réserve naturelle nationale du Néouvielle.

La présente autorisation est délivrée sous réserve des prescriptions suivantes :

1. le pétitionnaire s'engage à faire parvenir à Monsieur le Directeur du Parc national des Pyrénées, une copie des autorisations nécessaires afin de pratiquer une telle activité (*selon les cas, ministère en charge de l'écologie, direction départementale des territoires, office national des forêts, communes, propriétaires ou ayant droits*). Il prendra contact, notamment, avec la mairie de Vielle-Aure et la société de pêche « La gaule auroise » pour les informer.
2. le pétitionnaire s'engage à perturber le moins possible les milieux étudiés et à limiter ses prélèvements,
3. le pétitionnaire s'engage à éviter de susciter, chez les autres usagers, envers ces activités dérogoires aux textes légaux : curiosité, jalousie, prosélytisme, réprobation,
4. le pétitionnaire s'engage à entrer, au préalable à toute intervention, en contact avec les gardes-moniteurs encadrés et les chefs de secteur. Les échanges d'informations, montagnardes et scientifiques, se feront à bénéfice réciproque. Il est convenu qu'assimiler les règles et conseils de bonne conduite dans le Parc national, le choix des lieux et moments permet le respect du point mentionné en supra et les possibilités d'aide aux recherches (*moyens humains, matériels, lieu de rangement, accès*),
5. le pétitionnaire s'engage à remettre, avant la fin de l'année civile, à Monsieur le Directeur du Parc national des Pyrénées afin qu'il établisse un compte-rendu d'activité annuel, un compte-rendu chronologique des recherches autorisées (*avec dates, lieux, prélèvements ou observations*). Les déterminations seront données au niveau taxonomique le plus élevé en, fonction des difficultés et des délais. Le pétitionnaire s'engage à fournir ultérieurement un compte-rendu plus détaillé avec les déterminations, commentaires d'ordre patrimonial, l'absence (*ou non*) de risques ou menaces. Ce compte-rendu, pouvant sur sa demande, rester confidentiel, démontrera l'intérêt de la présente dérogation et est obligatoire pour tout éventuel renouvellement,
6. participer, à la demande de Monsieur le Directeur du Parc national des Pyrénées, à l'élaboration de documents de présentation (*concernant l'objet de ses recherches*) aux usagers du Parc national,
7. mentionner dans toute œuvre publique, l'autorisation accordée (*a fortiori l'aide s'il y a eu concours du personnel de terrain ou de documentation*) et en faire parvenir un exemplaire (*original ou copie*) à Monsieur le Directeur du Parc national des Pyrénées.

- article deux :

La présente autorisation est délivrée pour la période du 1^{er} mai au 30 novembre 2017.

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.

- article trois :

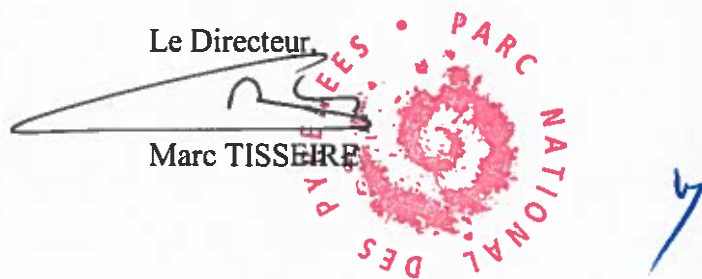
Les personnels assermentés et commissionnés du Parc national des Pyrénées sont chargés de la vérification de l'application des prescriptions mentionnées en supra. La présente est délivrée sous réserve des autorisations utiles au titre de tout autre réglementation. Elle doit être présentée à toute demande d'un agent du Parc national des Pyrénées.

- article quatre :

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs du Parc national des Pyrénées disponible sur www.parc-pyrenees.com

Fait à Tarbes, le 3 avril 2017

Le Directeur
Marc TISSEIRE

A red circular stamp with the text "PARC NATIONAL DES PYRENEES" around the perimeter. A blue handwritten mark, resembling a stylized signature or checkmark, is located to the right of the stamp.

Parc national des Pyrénées - villa Fould - 2, rue du IV septembre - boîte postale 736 - 65017 TARBES CEDEX

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.